



GROUPEMENT  
HOSPITALIER  
DE TERRITOIRE  
LOIRE ATLANTIQUE

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### **Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des établissements du GHT44 pour la période 2025-2029**

---

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1°  
et R.2161-1 à R.2161-5 du Code la commande publique.

REFERENCE DE LA CONSULTATION : AOO 24104

#### **TOUS LOTS**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes  
Etablissement support du GHT 44  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette  
44093 – NANTES CEDEX

## Table des matières

1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 – Normes et réglementation .....	4
1.3 - Identification .....	4
1.4 – Signalisation des interventions.....	4
1.5 – Propreté des lieux.....	5
1.6 - Obligations spécifiques (prestations en zone à environnement maîtrisé) .....	5
1.7 – Traçabilité.....	5
2 – CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS A ENTREtenir ET DETAIL DES PRESTATIONS ASSOCIEES .....	6
3 – MAINTENANCE PREVENTIVE .....	7
3.1 – Définition des prestations .....	7
3.2 – Organisation des visites .....	9
3.3 – Rapport de maintenance préventive.....	9
3.4 – Conseils avisés.....	10
4 – MAINTENANCE CORRECTIVE.....	10
4.1 – Définition .....	10
4.2 – Modalités d'exécution de la prestation.....	11
4.3 – Délai d'intervention .....	11
4.4 – Information sur l'état des réparations.....	11
4.5 – Délai de remise en service .....	12
4.6 – Transmission des devis pour les prestations correctives non incluses aux forfaits .....	12
4.7 – Rapport d'intervention.....	12
5 – FOURNITURE DE PIECES DETACHEES, ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES .....	13
6 – TRAVAUX DE FOURNITURE ET POSE DE PORTES, BARRIERES ET PORTAILS .....	13
7 – ASSISTANCE AUX ORGANISMES DE CONTROLE .....	15

# 1 – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 - Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent la maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes pour la période 2025-2029 des établissements du GHT44.

Le marché concerne les établissements suivants :

- CH Bel Air (Corcoué)
- CH Châteaubriant – Nozay - Pouancé
- CH Daumezon (Bouguenais)
- CH Delaroche (Clisson)
- CH EPSYLAN (Blain)
- CH Erdre et Loire
- CHU Nantes
- HI Pays de Retz
- HI Presqu'île (Guérande – Le Croisic)
- CH Saint-Nazaire
- CH Savenay
- HI Sèvre et Loire

L'établissement de Maubreuil (établissement partie du GHT44) est susceptible d'intégrer le marché en cours d'exécution. L'inventaire de ses installations sera intégré par avenant au présent marché (lot 2).

Les prestations sont réparties en 4 lots

Lots	Désignation	Nombre d'équipements
1	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des Centres hospitaliers de Saint-Nazaire, HI Presqu'île (Guérande-Le Croisic), Savenay, HI Pays de Retz (Pornic), Epsylan (Blain)	113
2	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des Centres hospitaliers de Ancenis, Bouguenais, Clisson, Corcoué sur Logne, Châteaubriant-Nozay-Pouancé, CHU de Nantes (gériatrie), HI Sèvre et Loire	118
3	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes – CHU de Nantes (tous sauf gériatrie)	810
4	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes– CHU de Nantes (IDN)	650

Le nombre d'équipements est donné à titre indicatif et pourra évoluer à la hausse comme à la baisse en cours d'exécution du marché.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un opérateur économique unique.

## 1.2 – Normes et réglementation

Le titulaire doit assurer la maintenance des installations selon les règlements et normes et réglementations en vigueur, dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité notamment (liste non exhaustive) :

- Réglementation européenne NF EN 13241-1 •
- Norme AFNOR NF EN 13306 - X 60-319 de juin 2001 : Terminologie de la Maintenance
- Norme AFNOR / Fascicule de documentation FD X 60-000 de mai 2002 : Maintenance industrielle Fonction Maintenance
- Norme NF X 60-012 - X 60-12 d'Août 2006 : Termes et définitions des éléments constitutifs des biens et de leurs approvisionnements
- Code de la Construction et de l'Habitat (R 125-3-1, R 125-3-2, R 125-3-5) ;
- Code du Travail (R 4224-12, R 424-13) ;
- Décret 90-567 du 5 juillet 1990 : décret d'application de la NF P 25-362
- Décret du 2 juillet 2004 : décret d'application de la NF EN 13241-1
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes automatiques de garage des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi automatiques sur les lieux de travail ;
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Arrêté du 12 novembre 1990 relatif à l'entretien des portes de garages des bâtiments d'habitation ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi automatiques sur les lieux de travail ;
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).
- Guide Entretien, maintenance & Sécurité des Portes et Portails Industriels, commerciaux et résidentiels, édité par la FFB et la FNSPSA en mars 2016.

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. En cas d'évolution des textes réglementaires, le titulaire devra s'y conformer et adapter la prestation, objet du présent marché, en conséquence.

Le titulaire du marché devra fournir à l'établissement les informations liées à l'évolution de la réglementation et des normes auxquelles se réfère le présent marché. Cette veille réglementaire sera adaptée à la situation des établissements concernés.

## 1.3 - Identification

Toutes les personnes employées par l'entreprise titulaire pour intervenir sur les sites des établissements, ainsi que le personnel des sous-traitants éventuels, devront être identifiables et porter le nom de l'entreprise (badge ou vêtements au nom de l'entreprise).

Le personnel chargé des opérations de maintenance préventive et corrective se présente dès son arrivée au responsable technique ou de sécurité d'établissement ou son représentant.

## 1.4 – Signalisation des interventions

Chaque fois que cela est nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et après approbation du représentant désigné par l'établissement, placer tous les équipements nécessaires (barrages, déviations, cônes, barrières, éclairage de signalisation...), poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel des établissements de la présence de zones interdites.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations ou en cas de danger, l'établissement concerné se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

## **1.5 – Propreté des lieux**

Après chaque intervention, le titulaire du marché devra s'assurer de laisser les lieux dans un niveau de propreté identique à celui trouvé à son arrivée. L'évacuation des déchets éventuels est à la charge du titulaire du marché.

## **1.6 - Obligations spécifiques (prestations en zone à environnement maîtrisé)**

Il s'agit notamment des interventions dans les zones blocs opératoires et obstétriques, chambres d'hématologie, soins intensifs, unités de stérilisation, unité de production de cytotoxique ou encore certains locaux de laboratoires... Les équipements concernés par des obligations spécifiques sont précisément identifiés lors de l'inventaire de l'établissement du GHT44 avant la prise d'effet du marché.

Le Titulaire doit respecter les consignes d'hygiène concernant au minimum :

- l'habillement spécifique avant intervention dans la zone, les survêtements étant mis à disposition ;
- la désinfection des outillages et pièces nécessaires à l'intervention technique ;
- l'absence de toute émission de poussière.

Si toutefois le Titulaire ne pouvait pas intervenir sans générer de poussière, il doit préalablement à son intervention obtenir l'accord formel du représentant de l'établissement concerné. A défaut, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 12.2 du CCAP.

## **1.7 – Traçabilité**

Le titulaire doit assurer la traçabilité de toute intervention, et ceci en temps réel, pour chacun des équipements. Celle-ci peut prendre la forme d'un document écrit ou d'un document électronique interrogeable à distance (site internet de l'entreprise...) par l'établissement auquel le titulaire aura attribué un code permettant cette connexion.

Il est tenu de signer les registres de sécurité à chacune de ses interventions (registres, mains-courantes... selon la demande de l'établissement concerné) et devra, le cas échéant, tenir à jour le carnet d'entretien de chaque matériel (carnet à créer si besoin).

Par ailleurs, le titulaire est tenu d'établir des bilans techniques périodiques et un bilan annuel sur l'état du parc dont il a la charge et dans les conditions ci-après.

### **1.7.1 Bilans périodiques**

Des réunions périodiques de suivi avec le représentant du titulaire accompagné du technicien affecté au site sont mises en place à l'initiative de l'établissement du GHT44 concerné. Elles ont lieu au minimum semestriellement voire plus, si ce dernier le juge nécessaire.

Ces réunions ont notamment pour objet :

- de vérifier le respect du planning de maintenance préventive remis un mois avant le démarrage de la nouvelle période d'exécution du marché ;
- de faire l'analyse des interventions de maintenance corrective, de calculer les éventuelles pénalités encourues par le titulaire et de définir les éventuelles actions à mener ;
- de faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter ;

- de rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation et du fonctionnement des équipements.

La réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le représentant du titulaire dont le contenu est validé en fin de séance par les participants à la réunion.

### **1.7.2 Rapport annuel d'exploitation**

Le représentant du Pouvoir adjudicateur organise une fois par an une réunion avec l'ensemble des établissements parties du lot du marché concerné et un représentant ou des représentants du titulaire. Le titulaire établit un rapport annuel écrit de l'année contractuelle écoulée, pour chacun des établissements bénéficiaires, qu'il présente au cours de cette réunion.

Ce rapport annuel est remis au représentant du pouvoir adjudicateur dix jours avant la réunion, et comprend notamment :

- le bilan des interventions de maintenance préventive (nombre d'interventions planifiées, nombre d'interventions réalisées, justification des écarts constatés), des interventions de maintenance corrective (nombre d'interventions réalisées, liste des équipements concernés avec le nombre d'interventions et la durée d'indisponibilité pour chacun) et des prestations d'activités connexes de maintenance effectués ;
- un bilan financier des interventions hors formule(s) souscrite(s), des prestations réalisées et des pénalités appliquées ;
- un diagnostic de l'état des équipements avec les défauts constatés, les éventuels points de non-conformité, etc. ;
- les mesures à prendre pour remédier à ces défauts et non conformités ainsi qu'une analyse des risques encourus ;
- des conseils et informations sur le fonctionnement des équipements ainsi que des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux d'amélioration à réaliser pour rendre plus efficace la maintenance des équipements ou pour fiabiliser ces derniers.

La réunion fait l'objet d'une prise de note rédigée par le représentant du titulaire dont le contenu est validé en fin de séance par les participants à la réunion. Le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 5 jours suivant la rencontre, le compte rendu de réunion mis en forme.

## **2 – CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS A ENTREtenir ET DETAIL DES PRESTATIONS ASSOCIEES**

Les prestations objet du présent marché concernent l'ensemble des portes automatiques, portails et barrières levantes des établissements du GHT44.

La liste des équipements figure en annexe 1 du présent CCTP de chaque lot. Cette liste pourra évoluer au fur et à mesure des installations nouvelles réalisées ou de leur retrait.

Dans le cas où le titulaire n'est pas compétent ou autorisé à intervenir sur un des matériels, objet du présent marché, il fera appel au constructeur de ce dit matériel et supportera la totalité des frais. Il devra en informer le représentant de l'établissement concerné.

Pour les équipements sous garantie, les dispositions de maintenance préventive à prix forfaitaire sont applicables car réglementaires. De même, les prestations non comprises dans la garantie (accessoires, consommables...) feront partie du présent marché dès sa prise d'effet.

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou intervention suite à un incident au titre de la garantie.

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels dont il assure la maintenance et l'exploitation technique, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière. En conséquence, il ne pourra se prévaloir, en aucune circonstance, du manque ou de l'inexistence des spécifications afférentes aux installations.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur, est à la charge des établissements. Si le matériel ou l'équipement n'est plus conforme à cette réglementation, le titulaire est tenu de le signaler.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

## **3 – MAINTENANCE PREVENTIVE**

### **3.1 – Définition des prestations**

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements, cela en vue d'assurer une utilisation optimale du matériel et une mise en conformité permanente avec la réglementation en vigueur.

Le prix unitaire forfaitaire de maintenance préventive comprend :

- la main d'œuvre,
- les déplacements,
- l'ensemble des pièces, accessoires et consommables nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance préventive (Cf. article 5)

La maintenance préventive sera réalisée en conformité avec les préconisations du constructeur.

Au cours de la visite, il est procédé notamment aux opérations suivantes :

- examen du fonctionnement général de l'installation,
- entretien nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement dans des conditions normales de sécurité : nettoyage, graissage, réglage des organes mécaniques, électriques et électroniques ; la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage étant incluse,
- contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité (compris test des batteries,...),
- essais électriques des fonctions de l'équipement,
- vérification du bon fonctionnement des portes asservies,
- réglage éventuel des vitesses et de la temporisation,
- inventaire des modifications à apporter ou des travaux à effectuer pour la mise aux normes.

L'entretien porte notamment sur les éléments suivants :

- les éléments de guidage (rails, galets...),
- les articulations (charnières, pivots...),
- les fixations,
- les éléments de transmission du mouvement,
- les systèmes d'équilibrage,
- l'anti-panique,
- les circuits électriques et électroniques,
- les réglages mécaniques de l'installation,
- les équipements concourant à la sécurité de fonctionnement et de commande.

Pour les barrières,

- vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes
- vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel
- vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort
- vérification des articulations (charnières, pivots, etc.)
- vérification des cycles de fonctionnement
- vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies, etc.)
- lubrification et réglages nécessaires au bon fonctionnement
- vérification de l'opérateur (moto-réducteur électrique, opérateur électro-hydraulique, etc.)
- examen général du fonctionnement de la barrière
- vérification des organes de commande et télécommande
- vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts, etc.)
- vérification de l'armoire de commande et de ses composants
- vérification de l'état des peintures et de la corrosion
- vérification des batteries et des piles ainsi que des éclairages, lorsqu'ils existent.

En complément des opérations courantes, sont incluses dans la visite les opérations visant à :

- améliorer la sécurité et la fiabilité de l'installation,
- corriger les défauts ou vices cachés,
- évaluer les performances générales de l'installation et les comparer aux performances initiales relevées lors de la mise en service. Des essais de fonctionnement, tests électriques, contrôles qualité... devront être réalisés,
- vérifier la conformité de l'équipement avec les exigences éventuelles des circulaires et des textes réglementaires français et européens.



Lorsqu'au cours de l'exécution de ces prestations, le titulaire constate que des opérations supplémentaires, non incluses dans le forfait de maintenance ou initialement prévues s'avèrent nécessaires, ce dernier en informe l'établissement, par écrit dans les meilleurs délais. Il devra établir sous 48 heures ouvrées une proposition chiffrée pour la remise en état.

Le titulaire du marché ne peut procéder à la réalisation de ces prestations sans accord préalable de l'établissement. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande.

### **3.2 – Organisation des visites**

Le titulaire s'engage à réaliser :

- ✓ 2 visites de maintenance préventive par an pour tous les équipements motorisés

A la mise en place du contrat, le titulaire devra apprécier globalement les opérations de maintenance qui devront être effectuées sur l'ensemble des installations. Il est prévu, à ce titre, et pendant toute la durée du contrat, la fourniture annuelle d'un planning prévisionnel d'intervention avec le descriptif des opérations à réaliser.

Le planning prévisionnel d'intervention de la première année d'exécution du marché sera remis un mois au plus tard après l'attribution du marché. Pour les années suivantes (de mai n à avril n+1), celui-ci sera remis un mois au plus tard avant le démarrage de la nouvelle période d'exécution du marché (mars n).

Les dates et heures précises de ces visites seront fixées d'un commun accord avec l'établissement concerné. La confirmation de la date de visite périodique devra être communiquée au moins 7 jours avant la date de passage des techniciens. En cas d'annulation, un délai de prévenance de 48 heures sera respecté. La liste des personnes à contacter figure en annexe 2 du CCTP.

Le prestataire respectera, en lien avec les textes réglementaires et normatifs cités en 1.2, un délai de 6 mois entre 2 maintenances préventives. Ce délai fera l'objet d'une tolérance de 5 jours ouvrés en plus ou en moins par rapport à la date anniversaire MP+6 mois (MP étant la maintenance préventive)

Sauf accord express des établissements, aucune visite préventive ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation. Si tel est le cas, les frais de déplacement sont réputés compris dans le prix de la visite préventive et ne pourront pas être facturés en sus.

### **3.3 – Rapport de maintenance préventive**

Les visites de maintenance préventive donneront obligatoirement lieu à l'établissement d'un rapport. Le rapport de maintenance préventive sera transmis au représentant technique de l'établissement concerné dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à l'issue de la visite et disponible sur une plateforme dédiée dont les modalités d'accès sont communiquées aux établissements Bénéficiaires. Dans ce dernier cas, une information par mail parviendra à l'interlocuteur technique du Bénéficiaire l'alertant de la mise à disposition du rapport.

Ce rapport attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées et préciseront notamment :

- l'identification précise et la localisation de l'installation visitée,
- les date et heures de début et de fin d'intervention ;
- le nom du technicien qui est intervenu ;
- la nature de l'intervention (examens, inspections, essais et contrôle effectués...) ;
- les actions réalisées et les pièces détachées remplacées ;
- les anomalies constatées qui ne sont pas dans sa prestation.

### **3.4 – Conseils avisés**

Suite à ces visites, le titulaire formule ses propositions d'intervention (liste des travaux, temps d'intervention et immobilisation, risque de défaillance, etc.) qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence du personnel chargé de la visite, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner une décision négative de l'établissement.

Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter. Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Il avertit l'établissement de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens serait en jeu, le titulaire prend les mesures de conservation d'urgence qui s'imposent. Il en informe sans délai l'établissement.

Si nécessaire, le titulaire du marché rendra compte, par écrit, à l'établissement concerné des faits susceptibles d'affecter la bonne marche du matériel et lui signalera les mesures propres à maintenir ce matériel en état de fonctionnement normal. Le titulaire du marché signalera en particulier les erreurs d'utilisation et de manipulation ou les défauts d'entretien journalier qu'il aura pu déceler, les pièces à changer, les modifications souhaitables, sans que cette liste soit limitative.

## **4 – MAINTENANCE CORRECTIVE**

### **4.1 – Définition**

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance. Elles consistent au contrôle, au dépannage, à la réparation et au remplacement des pièces jugées défectueuses, usées ou cassées de l'équipement.

La prestation de maintenance corrective comprend :

- la main d'œuvre (inclus aux forfaits 2 à 5)
- les déplacements (forfaits aux forfaits 2 à 5)
- les pièces détachées telles que sandow (inclus aux forfaits 2 à 5)

Les accessoires, consommables et pièces détachées non incluses aux forfaits feront l'objet d'une facturation selon les prix figurant au bordereau des prix.

Le montant des prestations est prévu pour couvrir les interventions des techniciens du titulaire selon les forfaits retenus par les établissements, soit :

- forfait 2 : 5 jours sur 7, heures ouvrées de 8 h à 18 h,
- forfait 3 : 6 jours sur 7, heures ouvrées de 8 h à 18 h,
- forfait 4 : 7 jours sur 7, heures ouvrées de 8 h à 18 h,
- forfait 5 : 7 jours sur 7, 24 h / 24.

Les horaires d'intervention du titulaire du marché doivent tenir compte des impératifs d'exploitation du site compte tenu de leurs contraintes spécifiques.

## 4.2 – Modalités d'exécution de la prestation

Les interventions de maintenance corrective sont réalisées sur site. Elles sont déclenchées par simple appel téléphonique doublé d'un mail afin d'en assurer la traçabilité. A ce titre le bénéficiaire spécifiera l'adresse mail de l'interlocuteur technique à qui la demande sera adressée. Leur nombre est illimité et fonction des besoins.

Dès constat d'une panne, l'établissement contacte immédiatement le titulaire du marché en transmettant les références de l'installation défaillante.

Le titulaire du marché enregistre l'incident dans le document électronique permettant le suivi des interventions des équipements (site Internet, par exemple) et attribue un numéro à la demande d'intervention avec l'heure d'enregistrement et le nom de la personne demandant l'intervention.

Le technicien intervenant sur site est tenu de se présenter dès son arrivée pour signaler sa présence et avant son départ pour les informer de l'état de la réparation.

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement. Des mesures compensatoires destinées à maintenir la sécurité à un niveau satisfaisant doivent être prises si des zones de surveillance sont en panne ou mises à l'arrêt (gardiennage, ...).

## 4.3 – Délai d'intervention

Le délai maximal d'intervention sur site est de :

- 4 heures maximum à partir de l'enregistrement de l'appel de l'établissement concerné, pour les interventions de dépannage,

Dans le cas où le titulaire propose un délai plus court dans son offre, ce délai sera contractualisé dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG FCS, le délai commence à courir à compter de la demande d'intervention de l'établissement (appel téléphonique, bon de commande, courrier électronique, télécopie, etc.).

Il est précisé que toute intervention urgente sera poursuivie jusqu'à élimination de la panne, dans les limites de la législation du travail.

Afin de respecter le délai de remise en service des équipements, le titulaire constituera un stock suffisant et représentatif des pièces détachées les plus couramment remplacées dans le cadre des maintenances préventives et correctives. La liste de ces pièces et les prix figurent au bordereau de prix joint à l'offre financière.

## 4.4 – Information sur l'état des réparations

A son départ, le titulaire informera le correspondant technique identifié chez le bénéficiaire et communiquera une information claire sur l'état de la réparation :

- **Terminée** : équipement en état de fonctionnement, validation en présence, si possible, de l'utilisateur.
- **Provisoire** : équipement en attente d'une nouvelle intervention ; l'équipement fonctionnel ne doit présenter aucun danger à l'utilisation, validation en présence de l'utilisateur.
- **Partielle** : équipement ne disposant pas de toutes ses fonctionnalités, fonctionnement dégradé. L'accord d'un responsable « utilisateur » doit être obtenu. La remise en fonction ne doit présenter aucun danger à l'utilisation. Une information doit apparaître sur l'équipement.

- **En attente** : équipement non fonctionnel. Il doit être rendu inopérant pour ne présenter aucun risque d'être utilisé par mégarde. Une information claire doit apparaître sur l'équipement.

Dans l'attente d'une nouvelle intervention suite à cette panne, le technicien devra indiquer la date prévisionnelle de remise en service, et en informer par écrit l'établissement (e-mail). Cette information sera également visible sur l'outil imposé au paragraphe 1.7.

#### **4.5 – Délai de remise en service**

Le délai de remise en service détermine la durée nécessaire pour achever la réparation.

Le délai maximal de remise en service est de :

- 2 heures à partir de l'arrivée du technicien sur place si le matériel est disponible sur site.
- 4 heures à partir de l'arrivée du technicien sur place si le matériel est disponible en stock à l'agence,

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG FCS, le délai décompté en heures de non-réparation commence à partir de la présence du dépanneur sur site et s'achève au moment où les performances garanties sont à nouveau obtenues et l'installation remise en service.

En cas de défaut nécessitant le remplacement d'une pièce détachée hors stock sur site ou en agence le délai de remise en service en tient compte.

Lorsqu'il apparaît que le dépannage ne peut être réalisé dans les délais, le technicien prend des mesures conservatoires et en informe l'établissement concerné.

#### **4.6 – Transmission des devis pour les prestations correctives non incluses aux forfaits**

Si les pièces sont disponibles immédiatement, le titulaire transmettra à l'établissement Bénéficiaire, sans délai, un devis de régularisation pour la réparation effectuée.

En cas d'indisponibilité des pièces, un devis de réparation sera transmis par le titulaire sous un délai de 48 heures à partir de l'arrivée du technicien sur site pour l'intervention.

En l'absence de respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 12.1 du CCAP s'appliqueront sans mise en demeure.

#### **4.7 – Rapport d'intervention**

Les opérations de maintenance corrective donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention écrit, qui précisera notamment :

- l'identification précise et la localisation de l'installation concernée,
- la nature de l'intervention (nature de la panne, ...) ;
- les date et heures de début et de fin d'intervention ;
- les actions réalisées et les pièces détachées remplacées ;
- le nom du technicien qui est intervenu ;
- les travaux de réparation qui seraient jugés nécessaires.

A l'issue de l'intervention et dans un délai maximal de 5 jours ouvrés, les rapports d'intervention seront transmis au représentant technique de l'établissement concerné et disponible sur la plateforme dédiée dont les modalités d'accès sont communiquées aux établissements Bénéficiaires. Dans ce dernier cas, une information par mail parviendra à l'interlocuteur technique du Bénéficiaire l'alertant de la mise à disposition du rapport.

## **5 – FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES**

Le prix forfaitaire comprend la fourniture de pièces détachées et consommables nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et la réparation des équipements objets du présent marché, à savoir :

- des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires, tels que les huiles, graisses, chiffons, etc... ;
- du petit matériel de remplacement, tel que boulonnerie, visserie, fusibles, etc... ;
- de l'huile de remplacement lors des vidanges pour les équipements hydrauliques ;

Lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix forfaitaire, les fournitures font l'objet d'un bon de commande et sont réglées à prix unitaires.

Le titulaire s'engage à fournir et mettre en place, sur les équipements, des pièces d'origine (constructeur) ou des pièces d'une autre provenance présentant des caractéristiques certifiées par le constructeur au moins équivalentes à celles des pièces d'origine. Ceci étant, les dommages pouvant survenir à la suite d'une pièce défectueuse seront intégralement pris en charge par le titulaire.

Les pièces détachées fournies sont neuves et conformes aux spécifications du constructeur sauf accord entre les parties ou de type échange standard.

Le titulaire devra s'assurer que les composants installés, pièces détachées ou accessoires ne remettent pas en cause le marquage "CE" de l'équipement concerné.

Si au cours du marché, il s'avère que les établissements aient besoin de fournitures dont les conditions tarifaires ne sont pas définies dans le marché, ces fournitures feront l'objet d'une demande de devis. L'acceptation du devis se traduira par l'émission d'un bon de commande. Dans ce cas, la commande sera rattachée au marché.

## **6 – TRAVAUX DE FOURNITURE ET POSE DE PORTES, BARRIÈRES ET PORTAILS**

Le titulaire du marché pourra être amené à remplacer et/ou rétrofiter des installations de portes automatiques et sectionnelles, de barrières et de portails existantes.

### **6.1- Modalités d'exécution**

La fourniture et la pose de ces installations seront réalisées au fur à et mesure des besoins. Sauf urgence demandée par l'établissement concerné, le titulaire présentera avant toute intervention un devis détaillé dont les prix devront correspondre à ceux définis dans le marché. Ce devis mentionnera obligatoirement : le n° du marché et le libellé précis et détaillé des travaux.

Toute prestation ne figurant pas dans le bordereau de prix du marché sera clairement identifiée et chiffrée sur ce devis.

Le titulaire adresse son devis sous un délai de 15 jours suivant la visite du site. En l'absence de respect de ce délai de 15 jours, les pénalités prévues à l'article 12.1 du CCAP sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'acceptation de ce devis se traduira par l'émission d'un bon de commande. Les travaux ne pourront pas être réalisés sans l'émission préalable de ce bon de commande. Si un tel cas se présentait, le titulaire est informé qu'il risque le refus de paiement des prestations réalisées sans autorisation.

La fourniture et la pose des nouvelles installations devront être conformes aux bons de commande établis par les services techniques de chaque établissement.

## **6.2 - Modalités d'intervention**

Les dates précises d'intervention pour la réalisation des travaux seront fixées en accord avec l'établissement concerné. Le délai d'exécution sera fixé sur le bon de commande ou sur le planning d'exécution établi entre les deux parties.

Toutes les prestations sont soumises en priorité et sans restriction aux normes en vigueur au moment de l'établissement du bon de commande.

Les travaux intègrent :

- la préparation du chantier (les études nécessaires, incluant les notes de calcul le cas échéant),
- le démontage et l'évacuation des équipements existants non réutilisés,
- le transport et le stockage,
- la manutention,
- la fourniture des nouveaux équipements, matériels, organes et leur installation sur le site,
- les protections pour la sécurité des personnes,
- le balisage des zones à risques,
- la fourniture, après exécution, des documents visés à l'article 6.3 du présent document.

Les travaux sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires au bon fonctionnement final de l'installation ; le titulaire se doit de mettre en œuvre tous les moyens utiles pour assurer la réalisation de la prestation de façon optimale.

Selon la prestation commandée au titulaire, celui-ci pourra être amené à appliquer les prescriptions édictées par le Coordonnateurs Sécurité et Protection de la Santé et/ou le Bureau de Contrôle et/ou le coordinateur SSI désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire est amené à utiliser une nacelle ou autre engin élévateur pour certaines interventions, le personnel réalisant ces prestations devra être titulaire du permis CACES pour PEMP (Plateforme Élévatrice Mobile de Personnel).

Les déchets devront être évacués et traités dans les filières adaptées conformément à la législation en vigueur.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans les prix du marché.

### **6.3 – Documents fournis après exécution**

Après réalisation des travaux, le titulaire remet systématiquement un rapport de mise en service.

Le cas échéant, il est tenu de fournir :

- Les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- Les DOE (dossier des ouvrages exécutés), comprenant à minima le plan mis à jour des locaux et les fiches techniques des matériels installés.

Les rapports de mise en service seront transmis sous 15 jours au représentant technique de l'établissement concerné.

## **7 – ASSISTANCE AUX ORGANISMES DE CONTROLE**

Le titulaire pourra être sollicité pour toute expertise technique nécessitant sa présence.

Il se tient à disposition des établissements pour assister à toutes les visites de contrôle réglementaire (effectuées par le contrôleur technique désigné par chaque établissement) qui auront lieu pendant la durée du marché. Ces prestations feront l'objet d'une facturation selon les prix figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement..

Les dates de visites seront fixées conjointement entre le prestataire de maintenance et le contrôleur technique.

Le titulaire doit déléguer une personne suffisamment compétente pour réaliser les différents essais, la présence du technicien habituellement affecté à la maintenance est recommandée.

Pendant toute la durée des visites, le technicien devra être présent sans interruption et ne pourra justifier son absence pour cause de dépannage.

Le titulaire du contrat de maintenance devra s'assurer que la personne chargée du contrôle ait à disposition, pour chaque équipement contrôlé :

- Le carnet d'entretien,
- Le rapport d'activités,
- Tout document nécessaire à la bonne exécution du contrôle.

A la suite de ces contrôles :

- Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'équipement sera mis en sécurité. Le titulaire du contrat de maintenance disposera d'un délai de 48 heures à l'issue de la visite pour effectuer les réparations.
- Pour toute anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers et la préservation du matériel, le titulaire disposera d'un délai d'un mois après la visite pour effectuer les réparations.
- Pour toutes réserves émises par le contrôleur technique ne relevant pas des opérations de maintenance prévues au présent marché, le titulaire fera une proposition de devis dans un délai de 15 jours à l'issue de la visite.